

Directeur de la publication : Paul-Marie Coûteaux  
Secrétaires de rédaction : Huguette Livernault, Luc-André Marsac

## É D I T O R I A L

### De la compétition électorale à la défense des libertés, le SIEL doit être de tous les combats

A six mois des élections municipales, le SIEL est en parfait ordre de marche. Une dizaine de têtes de liste a été investie nationalement par le Rassemblement Bleu Marine. D'autres personnalités seront appelées, ces prochaines semaines, à prendre la direction de listes nouvelles, lesquelles recevront pareillement le soutien politique et l'appui logistique du RBM. Localement, les équipes du SIEL se structurent méthodiquement et mènent activement campagne : composées pour l'essentiel des forces issues du SIEL et du FN, elles comprennent ici ou là, à Gonesse comme à Gamaches, des élus ou des militants qui, venant des rangs de l'UMP, ont bravé courageusement les oukases des états-majors parisiens. Dans tous les cas, les listes du SIEL accueillent en nombre des patriotes qui, semblablement séduits par le programme et les propositions du RBM, s'appliquent à les enraciner à l'échelon municipal, pour mieux préparer, grâce à ce maillage territorial inédit, la victoire de Marine Le Pen en 2017.

#### SOMMAIRE

<b>ÉDITORIAL</b>	<b>1</b>
<i>De la compétition électorale à la défense des libertés, le SIEL doit être de tous les combats par Paul-Marie Coûteaux et Karim Ouchikh</i>	
<b>DERNIÈRES NOUVELLES DES CABRIS</b>	<b>3</b>
<b>LA PAROLE A ...</b>	<b>5</b>
<i>Laure Fouré Charte de la laïcité à l'école : un texte vain et ambigu</i>	
<b>LA CHRONIQUE DE ...</b>	<b>6</b>
<i>Catherine Rouvier Le détournement d'Europe Gilles Lebreton Vers une justice administrative du pauvre</i>	
<b>NOTE DE LECTURE</b>	<b>8</b>
<i>Un samourai d'Occident – Le Bréviaire des insoumis (Dominique Venner) par Maurice Livernault</i>	
<b>POURQUOI J'AI ADHÉRÉ AU SIEL</b>	<b>9</b>
<i>Jean-Marc Chevillard</i>	
<b>A vos AGENDAS !</b>	<b>10</b>
<b>Adhères au SIEL</b>	
<b>LE SIEL REÇOIT ...</b>	<b>12</b>
<i>Nicolas Bay</i>	

S'il aspire à participer pleinement au scrutin municipal de 2014 mais aussi aux élections européennes programmées dans la foulée, - en prenant toute sa part le moment venu dans la double réussite électorale des forces patriotes, annoncée par tous -, le SIEL entend rester fidèle à la mission considérable qu'il s'assigne depuis sa fondation dans le débat des idées : incarner idéologiquement au sein du RBM la dimension charnelle du combat politique que nous menons collectivement avec notre partenaire le FN à la fois pour restituer à la France une indépendance aujourd'hui perdue mais aussi pour rapatrier, à l'intérieur des frontières de notre pays, les attributs d'une souveraineté qui lui ont été trop longtemps confisqués. Si la guerre culturelle doit avoir lieu demain, dans l'affrontement titanesque qui s'annonce entre les forces nationales et celles œuvrant à l'expansion souterraine de l'idéologie libérale-libertaire, elle aura à coup sûr pour protagoniste majeur un SIEL solidement installé dans le paysage politique français : le respect intangible des valeurs

essentielles qui identifient la France aux yeux du monde, la préservation sourcilleuse de son héritage historique, la sauvegarde obstinée des traits de sa civilisation millénaire, la lutte opiniâtre pour la défense des points non négociables du pape Benoît XVI, autant de terrains d'action éminents que le SIEL a vocation naturelle à occuper politiquement. De ce point de vue, il faut bien reconnaître que la légitimité de ce magistère singulier ne lui est aucunement disputée au sein du RBM, tant il vrai que ses états de service en ce domaine sont reconnus de tous et plaident largement en faveur de notre formation politique : doit-on rappeler ici notre forte mobilisation contre le « *Mariage pour tous* » de ce début d'année, notre colloque organisé avec succès à l'Assemblée nationale pour la défense de toutes les libertés en janvier ou nos journées d'études qui se sont déroulées avec non moins de réussite en avril à Dourdan, sans oublier notre prochaine manifestation de cette fin d'année qui sera centrée autour de la question ô combien d'actualité du « *Déni de l'identité* » ?

Le SIEL ne se contente pas d'exercer avec responsabilité ce rôle indispensable de vigie idéologique : il lui appartient simultanément d'œuvrer à doter avec constance le RBM de la culture de gouvernement qui ne lui manque aujourd'hui que trop, l'UMPS s'étant accaparé à l'évidence l'appareil d'Etat pour mieux le neutraliser à son bénéfice. Attirant en nombre dans nos rangs celles et ceux qui considèrent, au sein de nos élites, que la France n'est pas condamnée à sortir de l'Histoire, le SIEL doit être plus que jamais ce vivier politique duquel sortiront demain, formés et organisés, les cadres et les intellectuels qui armeront humainement notre action politique.

Enfin comment ne pas évoquer ici une actualité récente qui place le SIEL aux avant-postes du combat politique lorsqu'il s'agit de dénoncer les atteintes aux libertés publiques perpétrées subrepticement en France. Coup sur coup, le gouvernement Hollande a pris deux initiatives dont les effets risquent fort de mettre à mal l'avenir des libertés publiques en France. En gauchissant d'abord, voici quelques jours, la composition d'un Comité consultatif national d'éthique (CCNE) appelé à se pencher sous peu sur des dossiers particulièrement sensibles (PMA, fin de vie, don de sang par les homosexuels...), le chef de l'Etat prépare le terrain politique en assurant ses arrières. De même, le Haut Conseil à l'intégration vient de faire les frais de prises de position qui ont manifestement déplu au pouvoir : en préconisant l'interdiction du port du voile à l'université, cet organisme a fait preuve en effet d'une conception de la laïcité beaucoup moins accommodante que celle cultivée concurrentement par un Observatoire de la laïcité présidé aujourd'hui par Jean-Louis Bianco. Toujours dans le registre des atteintes prévisibles aux libertés, d'aucuns craignent à présent les ambitions du tout nouveau président du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, Olivier Schrameck, - proche de l'ancien Premier ministre Lionel Jospin -, qui ne dissimule en rien sa volonté inquiétante d'étendre les compétences de l'organisme puissant qu'il dirige à la régulation des nouveaux réseaux de l'information, dont Internet...

Sur les questions de société, Hollande s'applique ainsi à verrouiller méthodiquement le débat démocratique. Notre formation politique ne peut ignorer ce dessein liberticide : si le combat électoral est au cœur actuellement des préoccupations quotidiennes du SIEL, il est de son devoir de porter aussi le fer sur le terrain des libertés et de veiller farouchement, pour le *Bien commun*, à les préserver à tout prix.

**Paul-Marie Coûteaux**  
Président de SIEL

**Karim Ouchikh**  
Président exécutif de SIEL

## ***DERNIERES NOUVELLES DES CABRIS***

### **On doit parler français au Parlement européen !**

Alors qu'elle prenait la parole, le 18 septembre, devant la Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures (LIBE) du Parlement européen, la Française Françoise Le Bail, directrice générale de la Justice à la Kommission européenne, s'est exprimée en anglais. La traductrice française de la séance s'est alors exclamée : « Mme Le Bail s'exprime en anglais, alors que le français est une langue de travail de l'Union européenne ». Merci du rappel !

### **« Euro boche » contre « franc Le Pen »**

A neuf mois des élections européennes, le président de la Kommission européenne, José Manuel Barroso, vient de lancer « *un appel aux responsables français de gauche ou de droite, du centre, à tous ceux qui croient aux valeurs européennes* » et les accuse « *de propager, par manque de courage ou de conviction, les arguments des extrêmes* ». Les Cabris en chefs commenceraient-ils à prendre au sérieux la déferlante bleu marine annoncée ?

### **Référendum : les travaillistes en renfort de UKIP**

Une majorité de députés travaillistes font pression sur Ed Miliband pour soutenir l'organisation d'un référendum sur l'appartenance ou non à l'UE réclamé par UKIP et concédé par David Cameron. C'est que plus des deux tiers des Britanniques de plus de 50 ans y sont désormais favorables !

### **Chère crise de l'euro**

Le coût des programmes de prêts aux États membres de la zone euro en difficulté serait de 150 milliards d'euros, bien plus que les 95,3 milliards d'euros annoncés par la Kommission européenne et le gouvernement Merkel.

### **Protectionnisme : partout sauf dans l'UE !**

Le nombre des mesures protectionnistes prises par les gouvernements, hors Union européenne, a très fortement augmenté au cours de l'année écoulée. On ne recense pas moins de 150 nouvelles mesures de restriction aux échanges, s'ajoutant aux 700 mesures protectionnistes décidées depuis 2008. Et pendant ce temps-là, dogmatique et entêtée, Bruxelles impose une ouverture des marchés de plus en plus large, englobant davantage de secteurs stratégiques (culture et audiovisuel, agriculture, industries, services, marchés publics...).

### **Un Kommissaire en Italie**

Alors qu'il était venu sermonner les élus italiens, le Kommissaire aux affaires économiques s'est vu recadrer par le vice-président du Sénat : « *Il est temps d'en finir avec ce caporalisme de surveillant général ; Olli Rehn ferait mieux de méditer sur les désastres que les gens comme lui causent en détruisant l'Europe. Ces eurocrates obtus qui tuent les peuples et font mourir le continent doivent réfléchir sur leurs erreurs plutôt que donner des leçons ...* ». Bien envoyé !

### **La dictée de Bruxelles**

La Kommission avait présenté à Paris, en mai, des recommandations (sic !) sur la réforme des retraites, qui n'ont pas - toutes - été suivies. Or, de cette réforme dépendait les deux années de délai supplémentaire accordées pour ramener le déficit français en deçà des 3% du PIB en 2015. Si bien que Bruxelles pourrait demander à la France de diminuer son déficit dès cette année, voire décider de sanctions financières très lourdes pour non-respect des déficits. Une menace à prendre au sérieux ...

## **Le serment de Rome**

Les économistes anti-euro ont marqué un coup en présentant leur manifeste pour la segmentation contrôlée de la zone euro à Rome, le 23 septembre. La date et le lieu avaient été choisis avant les élections allemandes et la réélection d'Angela Merkel à la chancellerie. Parmi les signataires de ce « Manifeste de solidarité européenne, pour la sortie des pays les plus compétitifs de la zone euro » (beau titre, non dénué d'ironie !), figurent l'ex-patron du Medef allemand, Hans-Olaf Henkel, l'économiste italien Alberto Bagnai, auteur d'un retentissant « Le crépuscule de l'euro », les Français Jean-Jacques Rosa, Jacques Sapir et Jean-Pierre Vespérini. Au lendemain de la percée du parti anti-euro AfD (Alternative für Deutschland) aux élections allemandes (4,7% des suffrages), c'est un avertissement des « économistes débridés » pour prendre date, par opposition aux « économistes atterrés ».

## **L'Islande interrompt durablement ses négociations d'adhésion**

Le ministre islandais des affaires étrangères a annoncé le 12 septembre avoir suspendu pour toute la durée de la législature les négociations d'adhésion à l'UE. En avril, une coalition de partis de droite et du centre avait remporté les élections législatives avec la promesse de mettre fin à ce processus. Le sujet le plus crucial en vue d'une éventuelle adhésion est la pêche, l'opinion publique islandaise étant fortement hostile à toute intégration dans une politique européenne commune en la matière.

## **John Kerry, ministres des Affaires étrangères de l'UE ?**

Il est fini le temps où le secrétaire d'État américain Henry Kissinger pouvait demander : « *L'Europe, c'est bien, mais quel numéro de téléphone ?* ». Quand les intérêts impériaux sont en jeu, son successeur, John Kerry, participe aux réunions des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne - comme à Vilnius, le 13 septembre, pour déterminer (après dix-sept jours ...) une position « commune » (*a minima*) sur le dossier syrien.

## **Nokia : l'Europe en voie d'obsolescence**

Le rachat de Nokia (Finlande) par Microsoft (Etats-Unis d'Amérique) montre une nouvelle fois que le vieux continent a perdu la bataille de l'innovation. L'Europe est-elle condamnée à n'être qu'un vaste marché de consommateurs, après avoir rêvé d'être l'une des puissances qui façonnent le monde ?

## **Norvège : l'alliance des droites donne la victoire**

Les trois partis de la droite traditionnelle (conservateur, démocrate-chrétien et libéral.) alliés au parti du Progrès (FrP, formation populiste hostile à l'immigration) ont largement remporté les élections législatives, le 9 septembre, en Norvège, en obtenant presque 55 % des suffrages (le FrP dépassant les 15 %). Les quatre formations disposent ainsi d'une confortable majorité de 96 sièges sur 169 au Parlement, ou la coalition « rouge/verte » sortante (au pouvoir depuis 2005) n'a plus que 72 sièges.

En dépit des différences entre les partis de droite - notamment sur les questions d'immigration, d'environnement ou encore d'utilisation du fonds pétrolier, un immense fonds d'Etat par lequel les partis opposés au multiculturalisme entendent financer leur programme de gouvernement -, cette victoire devrait déboucher, pour la première fois de ses 40 ans d'histoire, sur l'arrivée au pouvoir du parti du Progrès dans un gouvernement dirigé par la présidente du parti Conservateur... Quand les droites comprennent qu'il faut s'unir !

### ***Charte de la laïcité à l'école : un texte vain et ambigu***

Le ministre de l'Éducation nationale, Vincent Peillon, vient de présenter sa « Charte de la laïcité à l'école », destinée semble-t-il à redéfinir les principes édictés par son maître à penser, Ferdinand Buisson, principal inspirateur des lois laïques de la III<sup>ème</sup> République.

Après avoir affirmé que « la Nation confie à l'école la mission de faire partager aux élèves les valeurs de la République », la charte rappelle pour l'essentiel que l'Etat est neutre à l'égard des convictions religieuses ou spirituelles, que la laïcité protège les élèves de tout prosélytisme et de toute pression, leur assure l'accès à une culture commune et partagée, permet l'exercice de la liberté d'expression dans le respect des valeurs républicaines et du pluralisme des convictions et que les personnels enseignants ont un devoir de stricte neutralité dans l'exercice de leurs fonctions.

La charte précise également que la laïcité implique le rejet de toute les violences et les discriminations et garantit l'égalité entre les filles et les garçons, qu'aucun sujet n'est a priori exclu du questionnement scientifique et pédagogique, qu'un élève ne peut invoquer une conviction religieuse ou politique pour contester le traitement d'une question au programme et que le port de signes ou tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit.

L'objectif inavoué de ces dispositions est évidemment, dans la France d'aujourd'hui, d'empêcher les élèves de confession musulmane d'imposer leurs convictions et pratiques religieuses au sein des établissements scolaires, tant par leur tenue vestimentaire que par la remise en cause de l'égalité entre les sexes ou du contenu de certains enseignements, scientifiques et historiques en particulier.

Alors que le gouvernement actuel, comme ses prédécesseurs, favorise de multiples manières l'installation durable de l'islam sur notre sol et menace de poursuivre en justice quiconque ose critiquer cette religion, voire même faire simplement appliquer la loi interdisant le port du voile intégral dans l'espace public, le respect de cette charte apparaît illusoire, d'autant qu'instituteurs et professeurs ne disposent plus de l'autorité dont jouissaient les « cadres noirs » de la République du temps de Charles Péguy.

Quant à la neutralité affichée de l'école, elle est contredite par la nature même de la mission confiée à celle-ci, à savoir de faire partager aux élèves les valeurs de la République. En ne définissant jamais clairement cette expression, l'Etat s'arroge le pouvoir de transmettre aux jeunes générations sa propre conception de l'homme et de la société : l'enseignement de la théorie du genre, qui s'inscrit dans le projet du ministre de soustraire les enfants à leur famille pour changer les mentalités et transformer la société, en constitue une parfaite illustration.

Pour conclure, je suggère à Vincent Peillon de méditer sur le témoignage de Gabriel Matzneff récemment paru dans une chronique de l'hebdomadaire « Le Point ». Évoquant l'école de sa jeunesse sous la IV<sup>ème</sup> République, il rappelle « qu'à cette époque, on ne nous cassait pas les oreilles avec les valeurs de la République. Je suis même certain de n'avoir jamais entendu cette expression dans la bouche d'un proviseur ou d'un professeur. Quand ceux-ci voulaient nous donner des leçons de civisme, ils se contentaient de nous enseigner l'amour de la France. »

\* Membre du SIEL Ile-de-France (Yvelines)

## **Le détournement d'Europe**

*Catherine Rouvier, vice-présidente de SIEL, candidate SIEL-RBM à Aix-en-Provence, s'est exprimée en ces termes lors de l'assemblée plénière de l'université d'été du FN à Marseille, le 15 septembre dernier : voici la reproduction du début de son discours (en intégralité sur notre site [www.siel-souverainete.fr](http://www.siel-souverainete.fr))*

« Mesdames, Messieurs, votre attention s'il vous plaît : le vol CEE 1957-86 à destination de Prospérité dans les îles de la Paix a été détourné. L'équipage est sain et sauf mais il a été embarqué dans un vol UE 1986-2014 dont la destination reste inconnue à ce jour.

Oui mes chers compatriotes, la petite caravelle Europe des années 50, modeste aéronef de fabrication française, avec seulement 6 puis 12 passagers a été détournée. Aujourd'hui 28 États sont à bord d'un Boeing pléthorique dont la destination est inconnue. Car l'avion est made in USA, et le commandement aussi ! Il donne ses ordres au coup par coup à un Barroso obéissant et qui a renoncé à poser des questions.

Alors nous, seuls véritables patriotes de ce pays à la dérive, nous allons les poser, ces questions : Pourquoi et comment l'Europe des nations est-elle devenue le ban d'essai hasardeux d'une utopique gouvernance mondiale? Pourquoi et comment sa politique originelle qui était justement faite pour contrebalancer dans le monde la toute puissance américaine a-t-elle été vassalisée ? Pourquoi et comment cette fédération d'États souverains est-elle devenue un Super État qui échappe au contrôle des peuples qui l'ont créée ?

De fait, dès le début, différents équipages se disputaient le commandement.

Il y avait celui de Robert Schuman, mort il y a 50 ans presque jour pour jour, l'avocat lorrain intègre et talentueux, tiré de son cabinet pour être porté par le suffrage des électeurs à la députation de la Moselle en 1919. C'est lui qui avait imaginé le premier, ravagé dans sa vie personnelle comme tant de Lorrains et d'Alsaciens par les guerres meurtrières avec l'Allemagne, d'atteindre la prospérité par la paix en créant des « communautés économiques européennes ». Chaque mot pèse ici : économique et non politique, et communauté. Une communauté est formée d'hommes, individus ou peuples. Tandis qu'une Union est une union d'États. Selon ses propres mots le 9 mai 1950 dans le discours célèbre qu'il fit pour annoncer la naissance de la CECA, l'Europe ne se fera pas d'un coup mais par une politique de « petits pas ». Or dans ce schéma initial chacun de ces petits pas était dûment validé par les États souverains, un seul d'entre eux pouvant bloquer tout le processus.

Dès 1965 cependant un autre équipage, celui de Jean Monnet (1888-1979) négociant en cognac (Mister Jean Monnet of Cognac pour les américains) numéro 2 de la SDN, co-président de la Bancamérica, l'homme de l'union franco-britannique chez qui à Londres de Gaulle a rédigé l'appel du 18 juin (il le dira pourtant dès 1943 «ennemi du peuple français car ennemi de la construction européenne») ! Allait œuvrer contre cette philosophie. Tout ça va trop lentement pour eux ! Charles de Gaulle les immortalisa dans cette image : ceux qui crient l'Europe, l'Europe en sautant comme des cabris !!! Et dès 1965 fit la politique de la chaise vide qui déboucha sur le compromis de Luxembourg destiné à maintenir le veto de la France.

Mais c'est un troisième équipage, moins visible mais plus pernicieux, qui allait venir au secours des atlantistes. Celui des utopistes mondialistes dont l'opinion est clairement exprimée dans un livre de Jürgen Habermas, pape des philosophes allemands, paru en 2000 : «Après l'Etat-Nation».

Il s'agit de rien moins que de faire de l'Europe le laboratoire d'un gouvernement mondial, forcément démocratique et donc forcément pacifique (comme on l'a vu en Serbie, en Irak, en Lybie etc...). Ce qui explique qu'il faille d'après M. Attali y continuer une immigration soutenue de non européens. Ce qui implique aussi que l'Europe englobe la Turquie, mais aussi la Géorgie, le Liban, et pourquoi pas notre ami le Qatar ! La bêtise insondable et le vide intersidéral de cette proposition ne seraient cependant rien de grave, juste une histoire de plus à dormir debout, si dans les faits et dans le droit la négation de ces peuples d'Europe n'avait pas commencé. »

(...)

\* Docteur d'État en droit public et en sciences politiques, professeur de droit, avocate et essayiste

## **Vers une justice administrative du pauvre**

En France, les décisions politiques les plus inquiétantes interviennent souvent au cœur de l'été, à une période où beaucoup de Français sont en vacances, dans l'espoir de passer inaperçues. Cette règle d'or de la dissimulation vient de trouver une nouvelle application. Un décret du 13 août 2013 a en effet entrepris de bouleverser les règles de la justice administrative, malgré la vigoureuse opposition des deux syndicats de magistrats administratifs qui avaient, dans un courrier commun du 9 juillet dernier, demandé "très solennellement" à la ministre de la justice de ne pas le signer.

De quoi les auteurs de ce décret se sont-ils rendus coupables ? D'avoir abandonné à une procédure expéditive les requêtes relatives "aux prestations, allocations ou droits attribués au titre de l'aide ou de l'action sociale, du logement ou en faveur des travailleurs privés d'emploi". Ils ne sauraient manifester plus clairement leur mépris des citoyens les plus pauvres, dont les problèmes de subsistance sont ainsi officiellement déclarés indignes de déranger les juges trop longtemps. On se demande bien ce qu'il reste de "socialiste" dans cette vision cruelle de la société.

Car l'affaire est vraiment grave. Le décret ôte aux contentieux sociaux les trois garanties majeures dont bénéficie normalement toute personne devant un Tribunal administratif : la collégialité, l'avis d'un "rapporteur public", et la possibilité de faire appel. La justice administrative est en effet en principe rendue par un collège de trois juges, ce qui évite qu'un jugement dépende du caprice éventuel d'un seul individu. Un quatrième juge, dénommé "rapporteur public", donne publiquement aux trois autres, le jour de l'audience, son avis personnel sur l'affaire, ce qui permet de les éclairer et d'éviter ainsi les erreurs. Enfin, le justiciable qui perd son procès peut s'il le souhaite faire appel devant une Cour administrative d'appel, ce qui lui donne une nouvelle chance de succès.

C'est tout cela que le décret balaye en décidant de soumettre les contentieux sociaux à un juge unique, qui statuera sans intervention du rapporteur public ni possibilité d'appel. Et c'est bel et bien cette triple dérogation procédurale, faite au détriment des populations les plus fragiles, qu'avaient contestée les deux syndicats de magistrats administratifs dans leur lettre du 9 juillet. Certes, depuis 1995, des dérogations aux trois garanties décrites étaient apparues au fil du temps sous l'influence de la logique productiviste du "new public management", mais aucune ne concernait un domaine aussi sensible que le contentieux social.

Il faut se rendre à l'évidence : le décret du 13 août 2013 vient de mettre en place une justice administrative du pauvre.

\* Professeur de droit public des Universités, doyen honoraire de Faculté, vice-président du SIEL, délégué régional Normandie

## NOTE DE LECTURE

### "Un samouraï d'Occident – Le Bréviaire des insoumis" par Dominique Venner

Editions Pierre-Guillaume de Roux (PGDR)

Le livre achevé, le lecteur pourra éventuellement s'étonner de son titre, qui peut sembler au premier abord n'avoir qu'un rapport assez lointain avec son contenu, dont une partie importante est consacrée à une longue et limpide digression sur l'Antiquité classique, ses œuvres et ses héros majeurs. Mais ce rappel érudit de temps anciens et des philosophies hautaines qui les animaient et les vivifiaient n'en est que plus indispensable pour mettre à nu et fustiger sans réserve l'avachissement létal dans lequel se complaisent et s'étiolent des sociétés établies sur les espaces mêmes où fleurirent celles qui suscitent le respect et l'admiration de l'auteur, dégradation qu'il a sans doute voulu stigmatiser par son geste ultime ; celui-ci fut, on le sait, accompli en un haut-lieu symbole puissant de la chrétienté médiévale, dont cependant les vertus, rognées par les siècles qui suivirent, ne retinrent jamais son esprit ni son âme.

Aussi lorsqu'il adjure ces peuples fourvoyés de s'extraire de leur engourdissement et de résister à l'envahissement pervers qui les mène tout droit à la dhimmitude, s'il se réfère tout autant à l'Europe qu'à la seule France, ne s'agit-il nullement pour lui du conglomerat bureaucratique et desséché que constituent d'anciennes nations aujourd'hui dépossédées de leurs prérogatives, et qui fondèrent l'Europe géographique, mais du continent au sein duquel des civilisations supérieures furent élaborées sur plusieurs millénaires, et qui nous ont laissé en héritage des valeurs et des attitudes exemplaires dont nous ne savons plus que nous gausser.

Dés 1958, tout juste éclos de l'adolescence, se voulant à la fois témoin et acteur de l'histoire, au moment où la 4<sup>ème</sup> République agonisait, il entra en conflit violent avec les autorités qui venaient de lui succéder, dont il n'accepta pas ce qu'il considérait comme un reniement, action qui lui valut une longue incarcération. Pour lui, alors, le déshonneur l'a emporté sur la droiture et il se tiendra désormais à l'écart d'une militance de toute façon vouée à l'échec.

Mais ce retrait stratégique et réfléchi ne signifie pas qu'il se fût intrinsèquement assagi et rallié au conformisme ambiant. La longue et fructueuse carrière d'historien méditatif qu'il va entreprendre, les connaissances qu'il va acquérir, lui permettront d'alimenter et de consolider sa rébellion intérieure, de sorte que celle-ci sera déterminante au regard de l'œuvre essentielle qu'il nous lègue.

**Maurice Livernault**



### **Opération "Refusons l'anglicisation"**

Le SIEL relaie l'opération "**Refusons l'anglicisation**"

lancée par l'**A.FR.AV** ('Association FRancophonie AVenir' - [www.francophonie-avenir.com](http://www.francophonie-avenir.com), présidée par Régis Ravat), et un syndicat de Carrefour,

qui se décline en :

- une pétition en ligne, à signer :

[http://www.petitions24.net/non\\_a\\_langlicisation\\_de\\_carrefour\\_de\\_la\\_france\\_et\\_de\\_leurope](http://www.petitions24.net/non_a_langlicisation_de_carrefour_de_la_france_et_de_leurope)

- des tracts à distribuer :

[http://www.francophonie-avenir.com/Index\\_CGT\\_Tract-Carrefour\\_a\\_imprimer.htm](http://www.francophonie-avenir.com/Index_CGT_Tract-Carrefour_a_imprimer.htm)

- une lettre-type à envoyer :

[http://www.francophonie-avenir.com/Index\\_CGT\\_Lettre\\_a\\_imprimer\\_pour\\_envoyer\\_au\\_P-DG\\_de\\_Carrefour.htm](http://www.francophonie-avenir.com/Index_CGT_Lettre_a_imprimer_pour_envoyer_au_P-DG_de_Carrefour.htm)



## Pourquoi j'ai adhéré au SIEL

**Jean-Marc CHEVILLARD, chef d'entreprise en retraite, militant dans les associations « Résistance Républicaine » et « Riposte Laïque » en Rhône-Alpes, voulant rassembler les patriotes et les souverainistes attachés aux valeurs fondamentales communes, il vient de s'engager au SIEL - dont il est délégué Rhône-Alpes.**

Parce que notre époque glorifie une mondialisation programmée, la souveraineté des nations devient une abomination qu'il faut éradiquer stricto sensu. Oubliée notre histoire, chahutées nos institutions, raillées nos valeurs et notre fierté. L'heure est au « *politiquement correct* ». Un consensus mou flotte dans notre ciel tel un étendard aux couleurs insipides. Les valeurs qui ont forgé notre histoire et construit notre identité nationale sont piétinées, réduites à néant « *Identité* », ce mot aujourd'hui galvaudé et ostracisé, devient ainsi synonyme d'extrémisme et de rejet dès lors qu'il s'agit d'évoquer nos racines et nos valeurs. Il est par contre érigé en valeur absolue lorsqu'il s'agit d'identités venues d'ailleurs. L'argent est glorifié et n'est plus un moyen, mais un but. Il n'est que de voir le flot des informations distillées çà et là, pour comprendre que règne « *l'argent roi* » facilement gagné par des vedettes autoproclamées.

Parce que notre époque est plus troublée que jamais par une volonté farouche de destruction de notre socle commun, tous les repères et toutes nos valeurs sont volontairement mis à mal. Parce qu'il est de notre devoir de lutter contre toutes les subversions qui s'étendent, de la *théorie du genre* à la légalisation des drogues dites douces, en passant par l'euthanasie, le droit de vote des étrangers, la destruction de la famille etc.... Avec la volonté de lutter contre les « *néo-concepts* » inventés tous les jours par des fous : concepts généralement « *produits de consommation* » dont le dernier exemple à la mode est « *l'avortement post-natal* ». Avec comme seule préoccupation faire de l'homme un « *produit-marchandise* » et de faire surtout de l'argent de tout.

Pour affronter les apprentis-sorciers, capables et prêts à tout, et remettre enfin l'homme au cœur du débat. Pour lutter contre une Union européenne sclérosante, ses fonctionnaires établis, ses lobbies et ses dirigeants non-élus qui veulent imposer les vues d'un nouvel ordre mondialiste aux peuples européens qui les refusent tous peu à peu. Contrôler et réduire l'immigration et le remplacement de population qui en résulte et sauvegarder notre identité. Identité, ce mot dont il convient d'être fier toujours car il représente les fondements de notre passé et doit guider les orientations de notre futur. Refuser la communautarisation, facteur de division et remettre la laïcité à sa juste place. Notre pays étant de tradition chrétienne doit le demeurer sans repentance aucune. Œuvrer pour le rapprochement de tous les partis et à toutes les associations souverainistes car la situation qui devient dramatique l'exige. Au-delà des mouvements dans une large union laissant place à nos légitimes différences.

Etablir des ponts avec l'UMP pour qu'enfin les souhaits des adhérents et des électeurs soient défendus par les élus. Agir pour que ceux que ceux-ci respectent leurs engagements et ne soient pas élus par le peuple des patriotes pour mettre en place une politique de gauche, défendue par les médias, comme on a pu le voir lors de l'élection de Nicolas Sarkozy. Reprendre la rue et promouvoir et véhiculer nos idées par le biais de conférences, de rencontres inter-courants... Se rassembler et créer une grande force, parallèle, aux côtés du grand parti national et patriote, le Front National, et de sa dirigeante Marine Le Pen, associée à lui au sein du Rassemblement Bleu Marine.

C'est ce que je pense et espère avoir trouvé au SIEL. Dans le cadre du RBM et avec l'aide des nombreux conseillers municipaux qui seront élus pour le compte du SIEL. Comme le soulignait Pierre-Roland Tranchat dans La Lettre du SIEL n° 10 (Juillet-Août 2013) : « *Aujourd'hui, le premier objectif est la conquête des collectivités locales sur la base du rassemblement pour le retour du politique au service du citoyen* ».

Telles sont les raisons qui m'ont conduit à penser qu'aujourd'hui le SIEL sera dans les années futures un maillon fort du mouvement patriotique souverainiste dont la tâche essentielle sera de rendre à notre nation sa souveraineté et son indépendance aujourd'hui malmenées.

## A vos agendas !

### **Jeudi 10 et vendredi 11 octobre : Paul-Marie Coûteaux à Lyon**

◆ Jeudi 10 octobre à 19 h 30 :

Conférence-débat avec Paul-Marie Coûteaux, sur « Le souverainisme »  
Brasserie « Midi-Minuit » - 83, Cours Charlemagne 69002 LYON

◆ Vendredi 11 octobre à 15 heures :

Conférence de Presse conjointe de Paul-Marie Coûteaux, Jean-Marc Chevillard, Pierre Tranchat et Romain Espino, avec Christophe Boudot, Secrétaire départemental FN du Rhône (69)  
Brasserie « Midi-Minuit » - 83, Cours Charlemagne 69002 LYON

◆ Vendredi 11 octobre à partir de 18 heures :

Réception avec les partis et associations Souverainiste et patriotes de la région lyonnaise  
Brasserie « Midi-Minuit » - 83, Cours Charlemagne 69002 LYON

**Contact : Jean-Marc Chevillard : 06 70 02 54 76 - siel.ra@orange.fr**



### **Jeudi 17 octobre à 20 heures : Dîner-débat organisé par le SIEL Gironde**

au Grenier Bordelais - 244, boulevard Jean Jacques Bosc BORDEAUX (à la limite de Bègles)

Thème: "La situation de notre pays et ce que nous devons faire pour notre patrie"

**Contact : François Jay : 06 07 62 47 74 - sielbordeaux@gmail.com**



### **Conférence de Paul-Marie Coûteaux sur le thème : « Comment sortir de l'Europe pour sauver la France »**

**Dimanche 20 octobre à 16 heures**

au Restaurant "l'Orée des Bois" – 13 Rue de Naintré 86280 ST BENOIT (en périphérie de POITIERS)  
organisée par le SIEL Poitiers et *Le Cercle des Chats Bottés*

**Contact : Brigitte Bayle : 06 25 04 94 22 - brebayle@orange.fr**



### **Mardi 5 novembre : Réunion du Bureau Régional Ile de France**

RV à partir de 19 h 30 au Restaurant "Le France" – 35 rue du Commandant Mouchotte PARIS 15ème



### **Jeudi 21 novembre : Paul-Marie Coûteaux à BREST**

- 14h30/15h00 : Inauguration du local de campagne de la liste BREST BLEU MARINE pour les élections municipales de mars 2014 (tête de liste : Alain-Pierre ROUSSEAU, délégué Bretagne du SIEL)  
au 241 rue Anatole France – 29200 BREST
- 15h00 : Conférence de presse conjointe de Paul-Marie Coûteaux et Alain-Pierre Rousseau, avec Nicolas Bay, secrétaire général adjoint du FN, pour lancer officiellement la liste Brest Bleu Marine à Brest  
au local de campagne
- 16h00 à 20h00 : Présentation de "Etre et parler français" par Paul-Marie Coûteaux  
au Cercle naval de Brest - salle Eurydice - 52 rue du Château - 29200 BREST

**Contact : Alain Pierre Rousseau : 06 73 34 31 26 - rousseau-resistance@hotmail.fr**

**Radio Courtoisie (95,6 MHz)**

**LIBRE JOURNAL de la Nuit de Paul-Marie COÛTEAUX**

Chaque **mercredi** de 21h30 à 23h - **Rediffusion** : le **vendredi** de 21h30 à 23h



---

**" Les articles publiés n'engagent la responsabilité que de leurs auteurs."**

---



---

*Aidez le SIEL, le SIEL aidera la France*

---

**BULLETIN D'ADHESION**

**Souveraineté, Indépendance Et Libertés**  
**S.I.E.L 51 rue de Paradis - 75010 PARIS**

Nom . . . . . Prénom . . . . .  
N° . . . . . Rue . . . . .  
Code Postal . . . . . Ville . . . . .  
Tél. . . . . mobile . . . . .  
Courriel . . . . . @ . . . . .

**ADHESION :**

- Lettre d'information mensuelle (11 n°) : 13 € (pour la version 'papier')
- Adhésion simple : 36 €
- Adhésion active : 60 €
- Lycéen/Étudiant/Demandeur d'emploi : 15 €
- Membre bienfaiteur : 100 € à 500 € (Indiquer la somme)

*Les chèques sont à libeller à l'ordre de : Pierre Hervieux mandataire financier du S.I.E.L*

*Chaque cotisation ou don ou soutien bénéficie d'une réduction fiscale de 66 % ce qui réduit le coût des deux tiers (2/3).  
Le reçu fiscal vous sera systématiquement envoyé sans que vous ayez à le solliciter*

## *Le SIEL reçoit ... Nicolas Bay*

**Nicolas Bay, conseiller régional de Haute-Normandie (il préside le groupe des élus du FN), est membre du Bureau politique du FN. Depuis un an, il est Secrétaire général adjoint du Front National et directeur de la campagne des candidats RBM aux municipales de mars 2014 (communes de plus de 1000 habitants).**

*Quel regard portez-vous sur la situation politique actuelle ?*

**Nicolas Bay** - Les Français sont de plus en plus nombreux à se détourner du système UMPS. Ils sont aujourd'hui déçus par le PS et ses alliés comme ils ont été déçus et trahis par l'UMP au cours du précédent quinquennat. Certains électeurs de gauche espéraient naïvement que le PS intégrerait une dimension « sociale » et un minimum de sens de l'État et des services publics dans la politique qu'il mènerait. Ils voient aujourd'hui que Hollande et Ayrault appliquent la feuille de route ultra-libérale de Bruxelles avec la même docilité que leurs prédécesseurs. Il y a une totale similitude entre les politiques menées : les hausses fiscales imposées par l'actuel gouvernement font suite aux 31 impôts et taxes créés par Sarkozy, le laxisme judiciaire de Mme Taubira n'est que la prolongation de ce qui a été initié par les lois Dati, la politique d'immigration très permissive (notamment pour les visas et titres de séjours) de Valls s'inscrit dans la même démarche que les 200 000 entrées légales annuelles de l'époque Sarkozy-Guéant... Les Français ayant été déçus successivement et dans un laps de temps court, à la fois par l'UMP et par le PS, cela place Marine Le Pen, le Front national et leurs alliés du RBM comme la seule vraie force alternative à ce système à bout de souffle.

*Sur ses rapports avec le FN, l'UMP est visiblement en proie à des tiraillements internes considérables. Comment les choses peuvent-elles évoluer selon vous ?*

**N.B.** - L'UMP ne constitue pas une opposition à la gauche : elle est embourbée depuis plus d'un an dans des querelles de personnes et d'ego qui sont le révélateur des fractures profondes qui la traversent : 60 ou 70% des électeurs de l'UMP voudraient se rapprocher du FN quand 100% de ses dirigeants préfèrent continuer à se partager le gâteau avec les socialistes !

Les élections municipales de mars prochain seront sans doute l'occasion de mettre au jour ce clivage par les ralliements d'avant premier tour ou par des accords d'entre deux tours. Le Front National exclut toute combinaison politicienne avec l'UMP en tant que telle. En revanche, nous tendons la main aux militants, cadres ou élus locaux qui souhaiteraient sincèrement coopérer avec nos équipes locales sur une base claire : la « charte d'action municipale » que nous avons présentée il y a quelques semaines et qui constitue une sorte de programme minimum, base sur laquelle nous ne transigerons pas.

*Vous êtes responsable des élections municipales au sein du Front national. Comment se présente la situation d'un point de vue national mais aussi vis-à-vis du SIEL ?*

**N.B.** - Le Front National et le Rassemblement Bleu Marine, dont le SIEL fait partie, seront massivement présents à ces élections municipales. Près de 700 têtes de liste ont déjà été investies et les équipes sont mobilisées partout en France pour constituer ces listes et pouvoir être sur la ligne de départ en mars prochain. Tous les indicateurs et les sondages montrent que nous pouvons obtenir d'excellents résultats aux municipales, conquérir des municipalités mais aussi construire un maillage territorial d'élus municipaux Bleu Marine dans des centaines de communes françaises.

Le SIEL, qui est un partenaire du Front dans le cadre du RBM, prend toute sa place dans cette bataille avec de nombreuses têtes de liste issues de ses rangs. Karim Ouchikh effectue un travail remarquable pour renforcer notre coopération et organiser au mieux la participation des représentants locaux du SIEL. Par exemple, dans mon département, la Seine-Maritime, le professeur Gilles Lebreton, représentant régional du SIEL, conduira notre liste à Montivilliers qui est la 2<sup>e</sup> commune la plus importante de l'agglomération havraise et où Marine Le Pen a rassemblé plus de 20% des voix à la présidentielle.

*Le Rassemblement Bleu Marine a été créé par Marine Le Pen pour élargir sa base électorale, en s'appuyant pour cela notamment sur le SIEL. Pourriez-vous nous dresser un bilan de son action et nous indiquer le rôle politique qui doit être le sien à vos yeux ?*

**N.B.** - Il me semble que le SIEL, en raison notamment de la personnalité et du parcours politique et intellectuel de son Président, Paul-Marie Coûteaux, a un rôle important et très utile à jouer pour attirer dans notre combat commun des personnalités issues de la mouvance souverainiste et gaulliste et qui souhaiteraient travailler dans le cadre du Rassemblement Bleu Marine sans pour autant intégrer les rangs du Front National en tant que structure partisane.

(Propos recueillis par Karim Ouchikh)